



HAL
open science

Les hiérarchies de l'information Les légitimités “ professionnelles ” des étudiants en journalisme

Géraud Lafarge, Dominique Marchetti

► To cite this version:

Géraud Lafarge, Dominique Marchetti. Les hiérarchies de l'information Les légitimités “ professionnelles ” des étudiants en journalisme. Sociétés contemporaines, 2017, Champ journalistique, ordre social et ordre politique, 2 (106), pp.21-44. 10.3917/soco.106.0021 . halshs-01586933

HAL Id: halshs-01586933

<https://shs.hal.science/halshs-01586933v1>

Submitted on 26 Nov 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Les hiérarchies de l'information

Les légitimités « professionnelles » des étudiants en journalisme

Que sait-on réellement des étudiants en journalisme en France ? La littérature d'analyse reste limitée et fragmentée comparativement à d'autres pays où ils ont fait l'objet d'enquêtes approfondies (Schultz, 2002 ; Bjørnsen et al., 2007 ; Hanna et Sanders, 2007 ; Hovden, 2008). En effet, les études françaises sont souvent circonscrites à une école (Siméant, 1991 ; Rossi, 1999) quand elles ne sont pas menées à des fins parfois plus administratives que scientifiques (par exemple Chanel, 2000) ; de surcroît, sauf rares exceptions (Chupin, Soubiron, Tasset, 2012 ; Bouron, 2014), les travaux existants ne prennent pas ou peu en compte les propriétés sociales des étudiants. Les approches historiques (Rossi, 1999 et Chupin, 2008) ou centrées sur les discours des étudiants (Deligny, 1986 et Rémond, 1999) sont également privilégiées. Pour combler cette lacune sociologique, nous avons réalisé une série d'enquêtes (questionnaire et entretiens) auprès des élèves de des écoles de journalisme « reconnues » par la profession. Cette population regroupée dans les formations les plus sélectives et recherchées forme une part très limitée des étudiants en journalisme et des futurs journalistes¹, mais elle représente la fraction dominante, celle qui a le plus de chance d'intégrer les médias les plus réputés.

Une première exploitation des résultats de l'enquête par questionnaire a permis de montrer que les conditions d'entrée dans ces formations au journalisme sont de plus en plus sélectives scolairement et socialement (Lafarge et Marchetti, 2011). Elle a fait aussi apparaître une double opposition entre, d'une part, les étudiants qui sont faiblement ou fortement dotés en ressources économique, culturel, scolaire et, d'autre part, ceux dont les trajectoires s'inscrivent dans un mode de transmission où prime le capital scolaire ou d'autres types de ressources, en particulier le capital social et les relations qu'ils peuvent mobiliser. Elle a également fait ressortir que, comme dans d'autres univers de la production culturelle où la précarité des conditions de travail (Leteinturier et Mathien, 2010) et la concurrence scolaire, sociale pour l'accès aux cursus les plus « rentables » s'accroissent, l'homogénéisation du groupe augmente. Celle-ci s'incarne par une féminisation « par le haut », avec des étudiantes plus dotées scolairement et socialement que les garçons, l'acquisition d'une « culture générale » scolaire désormais moins issue des filières de lettres et d'histoire que des Instituts d'études politiques, une indistinction croissante entre les ressources économiques et culturelles (Duval, 2004). Ces transformations se sont opérées dans un ajustement croissant des formations en journalisme aux attentes réelles ou supposées des employeurs donnant une place encore accrue à la maîtrise des « techniques professionnelles ».

Mais, au-delà de l'objectif de décrire les bouleversements dans le recrutement des formations au journalisme « reconnues », l'enquête par questionnaire (voir encadré) visait à comprendre plus largement quelles sont les hiérarchies professionnelles au sein de cette fraction des étudiants². S'il est bien établi que, derrière l'unicité du vocable et de l'image du métier que tendent à produire les journalistes, se cache, comme pour beaucoup d'autres professions, une multiplicité de secteurs d'activité, de spécialités (Padioleau, 1976 ; Lévêque,

¹ Au-delà des 14 formations « reconnues » en 2013, il existe en France une centaine de formations en journalisme publiques ou privées. Seul 16% des titulaires de la carte professionnelle en 2011 sont passés par une formation initiale reconnue contre 12,5% en 2000 (source : Commission de la carte d'identité des journalistes professionnels).

² Des entretiens réalisés ex-post depuis 2011 (n=19) avec des étudiants issus de la même population dans le cadre d'un second volet de cette enquête sur leur trajectoire sociale et professionnelle dans les sept à dix ans qui ont suivi la sortie de l'école constituent un matériel qualitatif contribuant à ces analyses même s'il n'apparaît pas dans ce texte.

2000 ; Marchetti, 2002 ; Duval, 2004 ; Saïtta, 2006 ; Pons 2014), de conditions de travail, de revenus, c'est-à-dire de positions professionnelles distinctes (voir notamment Devillard, Lafosse et Rieffel, 2001 ; Ruellan et Marchetti 2001 ; Leteinturier, 2003 ; Darras et al., 2009 et Neveu, 2013), il est rare que cette hétérogénéité des journalistes soit appréhendée en terme d'écart de jugement et de prestige. En nous appuyant sur les catégories de perceptions subjectives des étudiants que sont leurs consommations médiatiques, leurs modèles et aspirations professionnels, nous pouvons ainsi objectiver, ce qui est rarement fait dans les enquêtes en raison de l'absence d'un matériel statistique de première main³, ces hiérarchies existantes.

Les données recueillies montrent ainsi la permanence de légitimités historiques au sein de l'univers journalistique français. Il en est ainsi de l'opposition classique entre un principe de reconnaissance interne, celle des pairs, et un autre externe, celle du plus grand nombre qui se matérialise dans les audiences (Champagne, 1995). Cette tension se retrouve dans de nombreux autres univers culturels entre les pôles de production pour un public restreint et pour un public élargi (Bourdieu, 1992 ; Duval, 2006). En même temps, le terrain donne à voir des modifications dans les hiérarchies professionnelles, qui sont souvent en partie le résultat de l'état actuel des luttes de positionnement dans l'univers journalistique français, celui-ci réfractant des transformations sociales plus générales. Ainsi, le relatif déclin du prestige de la rubrique « Politique » par rapport à l'« International » et surtout à la rubrique « Société », peut être rattaché notamment à la domination du journalisme généraliste et au renforcement des logiques économiques. Le rejet et la dénégation de ces logiques externes s'expriment cependant directement, comme dans d'autres secteurs de la production culturelle, dans les pratiques et les représentations du métier des étudiants, qui déprécient celles faisant référence aux critères d'audience. C'est ce qui explique en partie la légitimité quasi exclusive accordée aux médias du service public dans le cas du journalisme audiovisuel.

Si l'objet n'est pas ici de rentrer dans les mécanismes de production de ces hiérarchies journalistiques, et en particulier de leur transformation en aspirations professionnelles (Bouron, 2014), cet éclairage permet de voir comment les transformations du recrutement dans un univers social donné, ou du moins dans certaines de ses fractions, produit des effets sur les hiérarchies internes, qui ne sont souvent vus que sous un aspect « professionnel » et descriptif⁴. Et si les écoles contribuent à la formation et l'intériorisation différenciées par les étudiants de ces légitimités professionnelles en raison de leur relation directe au monde journalistique professionnel⁵, ces dernières s'avèrent être plus largement l'expression de légitimités sociales. Tout d'abord, elles sont socialement différenciées, les écarts de prestige et d'attractivité entre médias variant selon l'origine sociale, le capital scolaire et le sexe des étudiants. Les aspirations journalistiques des étudiants sont en partie le produit de leur position dans l'espace social et dans l'espace des écoles de journalisme. Mais surtout, elles sont à rapporter à la position sociale qu'ils visent et, dans une logique d'homologie, à celle des publics auxquels ils souhaitent s'adresser, c'est-à-dire avant tout aux fractions dominantes de l'espace social. Ce constat est à rapprocher précisément de celui de l'homogénéité croissante du recrutement social des étudiants de ces formations réputées et plus largement

³ Pour un exemple, voir les travaux de Charles Soulié (1995).

⁴ Pour un exemple de ce type d'approche proche de la perspective qui est la nôtre, voir Vincent Dubois (2014)

⁵ Elles y contribuent d'autre part, à l'instar des grandes écoles (Bourdieu, 1989) ou des classes préparatoires (Darmon, 2013) dont elles sont dans leur recrutement et leur fonctionnement très proches, en s'appuyant sur des mécanismes liés à l'esprit de corps de petits groupes d'élus enveloppés par une institution relativement prégnante.

des journalistes⁶. Nous touchons ici à des processus de clôture des espaces professionnels et plus largement des positions dominantes de l'espace social par l'intermédiaire de mécanismes de sélection scolaire accrue dont les déterminants et les effets dépassent bien évidemment le strict cadre du monde journalistique (Millet et Moreau, 2011).

Une montée des logiques économiques et le rejet de « la politique »

L'espace des légitimités professionnelles permet tout d'abord d'appréhender comment ce microcosme destiné historiquement à alimenter majoritairement les médias socialement les plus prestigieux réfracte des transformations très générales du champ journalistique et de l'espace social. Ainsi, il donne à voir, et de plusieurs manières, une forte montée des logiques économiques par rapport aux légitimités littéraires et politiques historiques de l'univers du journalisme en France (Delporte, 1999). Quand on interroge les étudiants sur leurs modèles professionnels, les noms des présentateurs-animateurs des chaînes de télévision et des stations de radio (26% des citations⁷) devançant légèrement les grands reporters des médias audiovisuels ou des quotidiens les plus réputés (25%). Toutes catégories confondues, les journalistes de télévision sont tendanciellement plus cités que ceux de la radio attestant que les professionnels plus légitimes sont au moins en partie ceux qui sont les plus visibles. Pour autant, la radio occupe une position au moins aussi centrale que la télévision : parmi les cinquante noms de « modèles » de présentateurs-animateurs cités, ceux qui se sont fait avant tout un nom dans ce média-là (Stéphane Paoli, Yves Calvi, Pascale Clark) occupent les premières positions à la différence des présentateurs de journaux télévisés actuels ou relativement récents (Christine Ockrent, mais surtout PPDA et David Pujadas). En revanche, les figures d'éditorialistes-chroniqueurs politiques (13%), et plus encore les journalistes identifiés à « l'investigation » (5%), incarnant historiquement des positions de prestige dans le « journalisme à la française », sont relativement peu mentionnés. La légère domination des animateurs-présentateurs confirme donc un renversement relatif des hiérarchies entre médias écrits et audiovisuels.

Celui-ci, qui a été probablement progressif à partir des années 1980 et le développement des médias audiovisuels en France, contraste avec la période précédente au cours de laquelle les journalistes de radio et de télévision luttaient pour être considérés comme des journalistes à part entière, et moins directement identifiés aux pouvoirs politiques en place. En effet, les médias audiovisuels étaient exclusivement publics et ils avaient peu de légitimité par rapport à la presse écrite d'information générale et politique. Il est également révélateur que, parmi tous les noms cités comme « modèles » par les étudiants, les deux premiers journalistes liés à la presse écrite et largement en tête des citations soient décédés : Françoise Giroud et Albert Londres. De même, dans les vœux d'orientation professionnelle des étudiants mesurés par l'entreprise souhaitée en premier choix, la presse nationale d'information générale et politique et tout particulièrement la presse quotidienne nationale (respectivement 29% et 21% des étudiants) ne devance que très légèrement les chaînes de télévision (26%). Si la force du principe de reconnaissance interne à la profession se traduit par le fait que la presse écrite encore reste la forme la plus légitime d'exercice du métier qu'envisage au final d'exercer un

⁶ Si la profession de journaliste est en théorie ouverte sans droit d'entrée scolaire officiel et que les diplômés d'école reconnue ne compose qu'une minorité de la population des titulaires de la carte de presse (14,8% en 2008), par contre dans le flux des nouveaux entrants que représentent les nouveaux demandeurs de la carte de presse, en 2008, la part de professionnels passés par des formations en journalisme quelle qu'elle soit atteint les 60% et celles des diplômés de niveau bac +4 et plus les 50% (Leteinturier, 2010)

⁷ Le nombre de réponses est de 544 pour 282 modèles différents. Si une partie de ces références professionnelles doivent évidemment être resituées dans leur contexte de l'époque, il n'en demeure pas moins qu'au-delà des noms propres, ce sont des données structurelles qui se dégagent..

peu plus de la moitié des étudiants (54%), le poids de ce modèle tend à décliner au profit des médias du pôle commercial. C'est vrai alors même que les volumes de cours consacrés à l'écrit sont toujours conséquents, interviennent en premier dans les cursus, ce qui contribue souvent à en renforcer la légitimité aux yeux des étudiants, et que la presse écrite reste le principal débouché professionnel.

Enfin, la hiérarchisation des grands domaines de l'actualité traduit un même mouvement de montée des logiques économiques par rapport aux logiques politiques au sens partisan du terme. Les rubriques les plus légitimes se caractérisent par la couverture journalistique d'espaces géographiques et sociaux larges. La rubrique « Société »⁸ recueille 27,8% des réponses et « International » 18,3%. Par-delà la confirmation de la position haute de la rubrique « International », qui renvoie à son prestige à la fois social et professionnel, le grand reportage à l'étranger, comme le montre l'analyse des modèles de journalistes cités par les étudiants, constituant une des figures historiques et très valorisées du journalisme en France (Gatien, 2013), c'est en effet la position de la rubrique « Société » qui interroge. Si elle renvoie très probablement à la grande polysémie du mot lui-même, qui regroupe les activités d'univers sociaux très larges⁹, elle peut être surtout lue comme un indicateur du renforcement des critères économiques. De fait, les journalistes de ce type de médias doivent s'adresser à un public de plus en plus large. Ce déplacement est confirmé également par le faible pourcentage de citations de la rubrique « Politique » (10,4% des thématiques exprimées en premier choix) qui bénéficiait historiquement d'un crédit social et professionnel très élevé. En effet, celle-ci a perdu de sa réputation sociale et professionnelle, l'espace des médias nationaux généralistes étant marqué par une dépolitisation relative au sens partisan du terme¹⁰. Un indicateur de cette transformation est le déclin de la presse d'opinion ou religieuse dans les références des étudiants qu'ils s'agissent de leur modèle ou de leur consommations médiatiques. Cette mise à distance des jeux politiques traditionnels, qui a été déjà démontré dans des travaux récents¹¹, est également à rapporter au renforcement des logiques économiques par rapport aux logiques plus partisans qui caractérisaient un état du champ antérieur au début des années 1980 (Champagne, 1995). Le profil de ces étudiants en journalisme est très différent de celui de leurs aînés, qui avaient pour une grande part une expérience pratique militante de la politique. Peu d'étudiants déclarent avoir (ou avoir eu) une activité politique dans leurs réponses à une question ouverte sur les appartenances associatives. Une dernière hypothèse avancée pour

⁸ En matière journalistique, il faut distinguer la rubrique « Social », une spécialité qui s'est constituée dans l'entre-deux guerres traitant dans une optique initialement militante, puis progressivement technicienne et institutionnelle des questions et des conflits sociaux (Lévêque, 2000), de la rubrique « Société » ou, plus souvent, « informations générales » dont le périmètre est plus large. En effet, les journalistes de ces rubriques peuvent couvrir aussi bien l'environnement, la santé, l'éducation, la famille, l'urbanisme, le tourisme, les sciences, les médias, la mode, etc. mais aussi et surtout les faits divers, les catastrophes, etc. qui constituent la partie la plus développée des journaux d'information les plus diffusés (Darras, 2006).

⁹ En effet, de nombreuses actualités peuvent ainsi être qualifiées en « faits », « phénomènes », « problèmes », « questions », etc. de société pour reprendre des terminologies journalistiques dominantes. Cette rubrique constitue également la porte d'entrée la plus fréquente, au moins dans les médias d'information générale et politique (Marchetti et Ruellan, 2001), pour ces futurs journalistes. Il s'agit enfin des espaces qui se sont le plus développés depuis les années 1990 en raison du mouvement de « dé-spécialisation » relative des rédactions des médias généralistes, favorisant les journalistes jugés capables de traiter de thématiques les plus variées. Comme le dit une ancienne étudiante d'un IUT, aujourd'hui présentatrice à Radio France, à propos de son intérêt d'alors pour la rubrique société : « ça c'est un truc de généraliste » (Entretien octobre 2013).

¹⁰ Pour autant, comme le montre également Vincent Dubois (2013 : 178 *sq*) à propos des candidats à des postes d'administration culturelle, il ne faudrait pas y voir un désintérêt pour la politique en général puisque les étudiants en journalisme se déclarent assez (40,2%) et beaucoup (35,7%) intéressés par elle.

¹¹ En s'appuyant sur une analyse de corpus et des entretiens avec des journalistes politiques, Eugénie Saïtta (2006) montre le processus de « déclassement » des rubriques « Politique » à travers par exemple la réduction de leur espace rédactionnel, la « dé-spécialisation », la concurrence simultanée des autres rubriques et des experts, etc.

expliquer le déclin de la politique partisane consiste à relier ce phénomène aux transformations récentes de l'espace social français, et en particulier de ces fractions de classes dominantes, dont l'espace des étudiants en journalisme est un révélateur (Lafarge et Marchetti, 2011). En effet, la moindre dissociation entre, d'un côté, les ressources culturelles et scolaires et, de l'autre, les ressources économiques et sociales qui tendraient à caractériser les classes dominantes (Duval, 2004) est une évolution générale de l'espace social qui participe à la perte de la force de la division politique qui opposait les fractions à capital culturel et celles à capital économique (Bourdieu, 1979).

La dénégation des logiques commerciales

Pour autant, la force croissante des logiques commerciales dans les hiérarchies professionnelles des étudiants et, plus largement de l'univers journalistique français, se combinent avec les légitimités plus internes basées sur des compétences professionnelles spécifiques qui sont ceux du pôle « professionnel » (le grand reportage, l'enquête de terrain, les qualités d'écriture, etc.). Dans cette logique, la figure du grand reporter vient ici opposer au présentateur assis ou au reporter expert, la compétence du travail sur le terrain arrivant d'ailleurs en premier choix (56%) des activités journalistiques préférées des étudiants. Les élèves citent des noms de grands reporters qui sont liés soit à des guerres récentes, et plus généralement des événements internationaux, soit à une l'actualité politique ou de société traitée sous forme de reportages dans *Le Monde* ou *Libération*. Par-delà la prise de risque (plusieurs ex-otages sont cités) et l'attrait de la découverte de terrains étrangers et des voyages, c'est aussi, semble-t-il, aux qualités d'écriture des reporters auxquels se réfèrent les étudiants comme le montre leur présence dans la liste des essais lus par les apprentis journalistes. Le choix des trois rubriques souhaitées par les étudiants dessine également un espace qui exclut très largement d'importantes (en termes de diffusion ou de réputation) thématiques des médias généralistes qu'il s'agisse de la justice, de la consommation au sens large, ou des spécialités jugées probablement trop pointues comme l'univers des sciences et techniques, et même l'économie ou le social.

Ce sont donc ces compétences professionnelles qui sont en partie au principe du rejet ou, tout du moins, de la dénégation de la primauté des critères d'audience très fort(e) dans les déclarations. Ainsi, les deux tiers des étudiants estiment que les objectifs les plus importants du travail journalistique sont d'amener le lecteur à une prise de conscience des enjeux majeurs, et de proposer un éclairage critique sur l'actualité (65%). Ils ne sont plus qu'une minorité à affirmer que leur but est de toucher le plus large public (22%), donner les informations les plus récentes (20%). Seul 9% d'entre eux répondent que les journalistes doivent « divertir » le public. Mais cette distance affichée à l'égard des logiques commerciales, qui n'est pas spécifique à ces apprentis de la production des biens culturels (Dubois, 2013), se donne à voir encore plus fortement dans la légitimité quasi exclusive accordée aux médias audiovisuels du service public qui n'est plus assimilé au parti-pris partisan. À côté de l'opposition forte au secteur privé (qui est présente en particulier pour les populations issues du secteur public qui plébiscitent la radio), se lit ici aussi l'opposition au grand public, au populaire, au commercial. Parmi les cinq figures professionnelles les plus emblématiques, les journalistes des médias de service public (notamment France Inter pour la radio et France 2 pour la télévision) sont prédominants. Les consommations médiatiques des étudiants témoignent aussi de cette orientation : 61,5% des chaînes de télévision les plus regardées, les trois quarts des journaux télévisés mentionnés et 60,2% des radios les plus écoutées renvoient à l'audiovisuel public. Il est presque impensable pour ces étudiants de ne

pas écouter les journaux d'information de Radio France¹² puisque 88% des auditeurs de flash radio citent une antenne de ce groupe. Ils ne sont que 26% à mentionner une radio privée comme Europe 1 et plus faiblement RTL (6,4% des radios les plus écoutées et 5% des émissions les plus citées). On retrouve ces choix dans les vœux d'orientation professionnelle. Le plébiscite du service public de l'audiovisuel peut être rapproché d'une autre hiérarchie dominante caractéristique de cet univers social, à savoir une orientation politique déclarée à gauche. Les étudiants ayant répondu se positionnent avant tout à gauche (43%) et au centre gauche (21%), et très marginalement à l'extrême gauche (7%). S'affirmer de droite et d'extrême droite est une prise de position encore plus illégitime (4% de la population) que celle de l'extrême gauche. Même le positionnement, en apparence moins marquant, au centre droit est peu fréquent (10%). En cela, les étudiants d'école de journalisme ne se démarquent ni des étudiants français (58% ont déclaré voter Ségolène Royal au second tour de l'élection présidentielle en 2007), ni des jeunes Français âgés de 18 à 30 ans (40% d'entre eux se positionnent à gauche et 27% à droite). Ils confirment aussi les constats faits dans d'autres pays (Etats-Unis et Norvège) (Schultz, 2002 ; Bjørnsen et al., 2007).

Mais cette dénégation du commercial peut largement se lire comme un rejet des publics auxquels s'adressent les médias les plus populaires. Ainsi, on trouve des principes d'opposition classiques. 90% des étudiants plébiscitent comme modèle les journalistes travaillant dans les médias nationaux. Le rejet s'exprime également dans l'évocation des projets de carrières professionnelles. Seuls 5% d'entre eux affirment vouloir faire carrière dans les médias régionaux. Leur univers d'excellence sociale et professionnelle est donc restreint et circulaire : il est très parisien - les médias étrangers sont très peu mentionnés - et réduit aux médias nationaux d'information générale et politique, bien que la presse spécialisée est le plus gros employeur de journalistes en France avec la presse quotidienne régionale. Les consommations médiatiques des étudiants confortent cette conclusion dans une moindre mesure. Si lire un quotidien est une obligation - deux étudiants sur les 328 n'ont pas répondu, cette pratique renvoie davantage à la presse quotidienne nationale (PQN) (79%¹³ si on ne prend pas en compte *L'Équipe* et la presse gratuite) qu'à la presse quotidienne régionale (PQR) (17,9% dont *Le Parisien*). En fait, les lectures en PQN se concentrent sur deux titres : *Libération* (41%) et *Le Monde* (27%). Si le constat est identique pour la radio (6% des antennes et moins de 4% des journaux d'information radio cités sont régionaux ou locaux), France 3, chaîne publique à vocation régionale, ne représente que 18% des chaînes citées. De même, la prépondérance de journalistes modèles exerçant leur métier dans des médias généralistes (94%) est écrasante par rapport aux rares professionnels cités travaillant pour des médias spécialisés. La presse spécialisée grand public comme horizon professionnel n'attire même pas un quart des étudiants et la presse professionnelle n'est évoquée que par un étudiant sur les 328. Au final, les trois quarts du groupe entendent exercer dans des médias généralistes avant tout nationaux (radio, télévision, presse nationale, agence de presse). On retrouve ces tendances dans les pratiques de lectures : les deux tiers des hebdomadaires lus font partie de la presse d'information générale et politique, en tête desquels figurent des newsmagazines comme *Le Nouvel observateur* (15% des citations), *L'Express* (14%) et *Le Point* (7%) mais aussi des publications comme *Courrier international* (8%). Exception qui confirme la règle, l'hebdomadaire spécialisé le plus mentionné et le plus légitime est *Télérama* (7%).

Effet d'école, effet de structure

¹² Plusieurs réponses étaient possibles, ceci expliquant que la somme des répartitions des réponses ne soit pas égale à 100%.

¹³ Les chiffres renvoient à la distribution du quotidien cité en premier choix par les trois réponses possibles.

Un des lieux et instruments premiers de la production de ces principes de légitimité journalistiques est la formation suivie. Leur homogénéité tient en partie à la relative proximité des formations proposées dans les établissements reconnues. Il faut rappeler qu'en dépit des « niches » qu'elles cherchent à occuper implicitement sur le marché des formations en journalisme et les discours distinctifs qu'elles peuvent tenir sur elles-mêmes (Chupin, 2008), elles délivrent des enseignements très professionnalisants auxquels les obligent les critères formels de la reconnaissance et un marché du travail de plus en plus concurrentiel (Marchetti, 2003). Cette orientation joue un rôle non négligeable dans l'intériorisation collective par les étudiants des principes de légitimité journalistique internes comme externes. L'accroissement des contraintes externes dans le travail journalistique s'accompagne d'une hausse de la professionnalisation des journalistes, ces deux tendances n'étant en rien contradictoires. Comme en témoignent des entretiens liés à une autre enquête, les responsables de formations au journalisme dévaluent les principes non professionnels de légitimité, scolaires notamment, par un processus classique que l'on retrouve dans des établissements de même type (Abraham, 2007). Ce mécanisme est d'autant plus efficace qu'il s'adresse à un public disposé. Recrutés après des études longues pour la plupart d'entre eux, les étudiants sont les premiers à plébisciter une formation pratique, sur le terrain : 84% d'entre eux disent préférer les cours pratiques et seulement 9% les cours théoriques. Plus des deux tiers affirment aussi apprécier les stages et les journaux-écoles. Dans la même logique qui fait de ces formations des lieux particuliers aux yeux de leurs membres où l'institution se donne comme non strictement scolaire, beaucoup d'étudiants disent apprécier les liens non professoraux qu'ils ont avec certains intervenants¹⁴. L'un affirme aimer « travailler avec des professionnels qui nous font part de leurs expériences mais aussi de leurs réflexions personnelles sur le métier », un autre « la relation avec les professeurs ou intervenants réellement enrichissantes à mon sens, parce qu'à double sens (conversations, conseils... en dehors d'heures de cours traditionnelles) ». L'adhésion n'est cependant pas systématique. Jouer à « faire semblant de faire "comme" les "vrais" journalistes » en lassent certains. Plus globalement, un étudiant exprime un sentiment partagé par quelques-uns lorsqu'il écrit : « Je ne veux pas rester uniquement dans ce milieu d'étudiants en journalisme qui ont tendance à se prendre au sérieux. Je ressens le besoin de rencontrer et voir des personnes d'autres horizons ».

Si les écoles contribuent si efficacement à l'intériorisation des pratiques et des goûts professionnels légitimes, c'est que ce processus commence avant même l'intégration à l'école par la préparation des concours d'entrée. La réussite demande des dispositions permettant de justifier sa « vocation », de mettre en avant ses expériences préprofessionnelles, de montrer une « connaissance du métier », et, lors des examens écrits ou des entretiens, de se mettre avant tout en situation professionnelle concrète. Le bachotage illustré par le suivi très factuel de l'« actualité » la plus immédiate est également une compétence déterminante pour pouvoir démontrer l'étendue de sa « culture générale ». Par la suite, l'intervention de professionnels des médias réputés et les relations que les formations nouent avec ces entreprises de presse par les stages, et les concours de fin d'études donnant accès à des CDD d'été, contribuent à la valorisation par les étudiants de ces supports, de leurs producteurs.

Si les écoles participent de l'homogénéisation des préférences journalistiques des étudiants, on peut sans contradiction s'interroger sur la contribution des établissements d'appartenance à leur différenciation. Il faut alors se garder d'autonomiser trop vite ce que serait une variable « école ». En deçà des conséquences dues à la spécialisation souvent implicite de telle ou telle formation dans tel ou tel support, à l'existence de liens de partenariat avec tel ou tel titre, les effets d'établissements sont le résultat d'une causalité structurale que traduit partiellement la position de chaque formation dans un espace hiérarchisé qui renvoie à la fois aux propriétés

¹⁴ Nous nous appuyons ici sur des réponses à une question ouverte du questionnaire.

sociales relatives des étudiants qu'elles recrutent¹⁵ et aux positions professionnelles auxquelles elles les destinent. Ainsi, la mise en relation des médias souhaités ou des médias consommés par les étudiants avec leur établissement d'appartenance dresse clairement un espace hiérarchisé qui confirme celui dessiné par les propriétés des étudiants. Ceux des écoles les plus élevées dans cet espace (ESJ Lille et CFJ Paris) ambitionnent avant tout d'intégrer les médias prestigieux et dominants en premier lieu desquels la presse nationale d'information générale et politique (avec une sur-orientation par rapport aux autres écoles, 43% contre 30% environ) quand, à l'autre extrême, ceux de l'IUT de Lannion se démarquent par leur prédilection pour la presse spécialisée grand public, un des supports les moins reconnus par le reste de la population. L'illégitimité de la PQR est même forte parmi les étudiants des formations qui destinent le plus probablement à ce média comme les IUT. Le profil des quotidiens de référence par école est aussi révélateur à la fois de la position de l'établissement dans l'espace des formations et des titres dans celui de la presse quotidienne. Le cas de l'ESJ Lille est extrême. École la plus réputée, ses étudiants reconnaissent quasi-exclusivement que les deux titres les plus légitimes de la PQN : *Libération*, puis *Le Monde* illustrant en cela l'homologie relative entre les formations en journalisme, leurs étudiants et les titres de presse.

Légitimités professionnelles et légitimités sociales

La correspondance entre les préférences journalistiques des étudiants et les écoles telles qu'elles se distribuent selon les propriétés sociales de ces derniers rappellent combien ces jugements sont socialement différenciés. En témoignent les écarts d'attractivité entre médias aux yeux des étudiants selon leur origine sociale. Les enfants dont les pères appartiennent aux groupes des indépendants ou des cadres du privé souhaitent s'orienter avant tout vers les médias dominants que sont la presse nationale d'information générale et politique et la télévision (de 30% à 37% d'entre eux pour chaque média). Les enfants de cadres de la fonction publique, de professions intellectuelles et artistiques se différencient par l'intérêt porté à la radio comme à la presse écrite nationale, et le désintérêt relatif pour la télévision (27% contre 19% en moyenne pour la radio, 19% contre 26% pour la télévision). L'appartenance au monde du secteur « public » et aux fractions sociales à capital culturel peut expliquer cet attrait pour la radio dont les modèles sont, on l'a vu, les antennes publiques et ce relatif rejet de la télévision qui peut être perçu comme un média plus grand public et moins autonome. Les étudiants issus de classes populaires ou des professions intermédiaires du privé se caractérisent par une répartition assez égalitaire de leurs vœux entre les médias qui traduit une moins grande intériorisation des légitimités internes. Les étudiants fils d'ouvriers et d'employés se singularisent par leur volonté de travailler en presse écrite spécialisée. Comme pour les enfants de cadres et professions intellectuelles qui sont aussi pour un nombre non négligeable d'entre eux tentés par ce type de support, c'est la presse sportive qui les attire, même si ces derniers citent un peu plus souvent la presse spécialisée culturelle. La position sociale de la mère permet d'affiner la tentative de rapprochement entre origines sociales et jugements de goût. Ainsi, la dépréciation de la télévision par les milieux des salariées du public et à capital culturel est encore plus nette. Leur affinité avec la radio, qui est celle d'auditeurs à l'origine, se confirme mais essentiellement pour les fractions supérieures¹⁶.

¹⁵ Comme nous l'avons montré antérieurement (Lafarge et Marchetti, 2011), s'oppose un pôle de « grandes écoles » de journalisme, composé de l'ESJ Lille, du CFJ et de l'IPJ, trois établissements dont sont proches le CUEJ et l'IFP, à celui de la « petite porte » que forment les IUT, celui de Lannion, de Tours puis de Bordeaux, entre lesquels se situe un ensemble de formations intermédiaires, le CELSA, l'EJT, l'ICM, l'EJCM.

¹⁶ Le cas de la radio souligne d'ailleurs la nécessité qu'il y aurait à affiner au maximum les différences que recouvrent des catégories statistiques trop grossières pour saisir quel type de journalisme radiophonique (ou télévisuel) est prisé et valorisé et par qui. La radio apparaît comme un média dont la légitimité varie selon les

Les hiérarchies des modèles journalistiques des étudiants sont aussi largement fondées socialement même si les modèles dominants – souvent des journalistes de l’audiovisuel, c’est-à-dire les plus connus, ou des figures historiques de ce milieu professionnel comme Stéphane Paoli, Yves Calvi ou Charles Enderlin – sont cités par des étudiants indépendamment du niveau de diplômes, de l’origine sociale et du sexe. Mais, même si en raison des faibles effectifs les résultats doivent être interprétés avec précaution, certains noms apparaissent « clivants » : Pascale Clark et Françoise Giroud sont très largement citées par les élèves dont les pères sont cadres ou professions libérales. À l’inverse, les reporters photographes Patrick Chauvel et surtout le photojournaliste de guerre James Natchwey sont seulement cités par les enfants des fractions plus basses de l’espace social. Les différenciations sociales des modèles journalistiques tiennent aussi au capital scolaire inégal des étudiants. S’opposent ainsi les moins diplômés (de bac à bac +2) qui ont tendance à mentionner plus fréquemment des journalistes sportifs et, dans une moindre mesure des reporters photographes, aux plus diplômés (bac +3 et plus), qui reconnaissent plus souvent des grands reporters, notamment de presse écrite, des éditorialistes, des documentaristes, des journalistes marqués comme « engagés ».

Les variations entre consommations médiatiques et propriétés des étudiants sont convergentes (Tableaux 1 et 2). Les étudiants issus des classes populaires ou intermédiaires du privé, mais aussi dans une moindre mesure du monde des petits indépendants, citent les titres régionaux bien plus fréquemment que les autres (23%, 28% et 13% contre moins de 9% pour l’ensemble). La probabilité de mentionner la PQR décroît fortement avec le niveau de diplôme et est très liée avec le positionnement politiquement à droite (31% pour les « droite » contre moins de 10% pour ceux du « centre » à « l’extrême gauche »). La PQR cumule tous les indicateurs de faible légitimité¹⁷. Si la référence à la PQN au contraire est le propre des étudiants les plus élevés socialement et scolairement, il est nécessaire d’évoquer les deux titres « phares » que sont *Libération* et *Le Monde*. Le premier est une référence pour une gamme scolairement et socialement plus étendue d’étudiants même si elle s’impose plus aux titulaires de maîtrise et de diplôme d’IEP, aux enfants de professions intellectuelles supérieures (professions libérales comprises) et aux partisans de la gauche au sens large. C’est le titre le plus légitime aux yeux de l’ensemble de la population mais surtout aux yeux de ses fractions dominantes. *Le Monde* est moins reconnu ; son attraction est beaucoup plus liée au capital scolaire et croît de façon continue avec le niveau de diplôme. Conformément à son image d’incarnation de la presse sérieuse, il rebute les moins diplômés ou ceux dont les propriétés sociales les autorisent à prendre leur distance avec le « sérieux » (professions intellectuelles supérieures), et est consacré plus fortement par ceux qui doivent plus que les autres leur position à l’école (les professions intermédiaires de l’enseignement). Ce rejet dont pâtit *Le Monde* par rapport à *Libération* renvoie aussi probablement au vécu du bachotage des épreuves d’actualité des concours d’école de journalisme qui a consisté à rédiger des fiches à partir du quotidien du soir.

Plus généralement, la transformation de la hiérarchie des rubriques a également très probablement partie liée avec les propriétés des étudiants. Ainsi, si la rubrique « Politique » décline, son prestige relatif demeure. Elle attire les étudiants les mieux dotés scolairement (bac + 5 et titulaires d’un diplôme d’IEP) plus que les autres (respectivement 29% et 18% contre 10%). Les élèves des écoles les plus prestigieuses (CFJ, ESJ Lille, CUEJ) également.

propriétés sociales des étudiants et les chaînes (public/privé) mais aussi les rubriques (international/société/sport) qu’ils convoitent.

¹⁷ Là encore, la légitimité des titres de presse renvoie au-delà de la qualité sociale des étudiants journalistes à la qualité sociale des publics. Comme le montrent de nombreuses études (dont par exemple TNS-Sofres, *Étude de la presse d’information quotidienne. Audience 2005/2006*, Paris, SPQR, 2006), le clivage géographique des publics de la presse quotidienne généraliste prend la forme d’un clivage social.

Par opposition, le caractère illégitime du « Sport » apparaît dans son attraction des moins diplômés (30% pour les bacheliers contre 16% pour les bac+3), des élèves d'origine sociale populaires (23% pour les enfants de père ouvriers ou employés) et sa répulsion des plus diplômés (5% en moyenne pour les bac+4 et plus).

De même, le positionnement majoritairement à gauche sur l'échiquier politique n'est pas homogène traduisant une opposition entre, d'une part, les établissements les plus prestigieux (CFJ., ESJ Lille) ou les années spéciales des IUT au sein desquels les enfants de cadres de la fonction publique (60,1% de ceux qui se déclarent à gauche en sont issus pour les pères et 56,3% pour les mères) sont les plus représentées et, d'autre part, les IUT ou les formations publiques plus récentes comme l'ICM Grenoble où les origines sociales sont plus basses, allant de l'ouvrier-employé aux professions intermédiaires (dont la part dépassent les 50% parmi ceux qui ont coché la catégorie « gauche »). Le capital scolaire de ce groupe est plus fort que celui de l'ensemble (une majorité de titulaires de mention Bien ou Très bien au baccalauréat, un taux le plus élevé de passage par un IEP, etc.). À l'inverse, les rares étudiants se définissant de droite ou d'extrême droite (n=13) sont pour partie dominés dans leur choix politique mais aussi leur position sociale. Ils ont des pères travaillant relativement plus dans le secteur privé (pour 77% d'entre eux) même si la majorité des mères exercent dans le public mais moins que pour l'ensemble des étudiants (53,9% contre 73,40%). Cette fraction est également d'origine plus populaire et possède un capital scolaire moins élevé que l'ensemble.. Dans la même logique, l'origine sociale paraît discriminante dans le sentiment d'intégration à l'école. Si un tout petit nombre d'étudiants (6%) déclarent se sentir pas trop ou pas du tout intégrés à leur promotion, ce sentiment s'avère trois fois plus élevé chez les enfants de père ouvrier ou employés et environ deux fois plus élevés pour ceux de pères indépendants.

Des goûts sexués

La hiérarchie des rubriques révèle aussi combien les goûts journalistiques sont sexuellement différenciés (Tableau 3). Pour ne citer qu'un exemple, les étudiants citant la rubrique « Société » sont très majoritairement des femmes (66,3%¹⁸). Au pôle féminin des thématiques visées par les étudiants, figure la rubrique « Société » (49% des femmes la citent contre 25% des hommes) qui s'oppose, au pôle masculin, à la rubrique « Sport » (21,6% des hommes contre 3% des femmes) et à un degré moindre la rubrique « Politique » (16% contre 4%). L'« International » est un domaine que les hommes et les femmes mentionnent dans les mêmes proportions (22%). Si on s'intéresse aux rubriques moins citées, pour lesquelles les interprétations sont plus délicates, celles portant sur les « Faits divers » et la « Justice », le « Social », la « Science » et la « Santé » sont les thématiques les plus « féminines » alors que les autres rubriques sont à parité. Semblent jouer ici à la fois des principes sociaux de division sexuelle traditionnels qui renvoient les femmes à des domaines « féminins » comme la société, le social, la santé (Neveu, 2000), qui poussent les femmes vers les fonctions et les positions les moins légitimes.

Plus largement, sans chercher à autonomiser la variable du sexe, les divisions qu'elle produit dans les préférences journalistiques sont dans certains cas fortement marquées. Pour comprendre ses effets, il faut rappeler que, comme dans d'autres univers professionnels¹⁹, le journalisme est, comme on l'a signalé précédemment, une profession qui se féminise « par le haut » dans les écoles de journalisme reconnues. En effet, si la part des femmes reste

¹⁸ Les chiffres cités renvoient aux rubriques citées en premier choix.

¹⁹ On se reportera à ce sujet aux travaux d'Anne Boigeol (1993) sur la magistrature, à ceux de Catherine Marry (2004) sur les ingénieurs, et à ceux de Vincent Dubois sur les administrateurs de la culture (2013). Pour le journalisme, cf. les actes du colloque *Le journalisme au féminin* (2010).

minoritaire parmi les journalistes titulaires de la carte de presse, non seulement elle n'a cessé de croître pour passer de 15% en 1965, à 40% en 2000 et 45,3% en 2011, mais surtout elle est supérieure à celle des hommes et ce de façon croissante parmi le nouveaux entrants depuis le début des années 2000 (48,5% en 2000, 51% en 2002 et 54,9% en 2011). Cette féminisation est une tendance nette au sein des écoles reconnues que confirme notre enquête où les étudiantes sont aujourd'hui aussi nombreuses que les étudiants. On peut parler de « féminisation par le haut » dans le sens où les étudiantes sont souvent plus dotées sous le rapport de capital scolaire, économique, etc. Ainsi, elles sont plus nombreuses que leurs homologues masculins à être admises à plusieurs concours, à avoir suivi une classe préparatoire (37,9% contre 24,7%), notamment littéraire. Cette surreprésentation est encore plus visible dans le niveau de diplôme puisque 40% d'entre elles ont un diplôme équivalent à Bac + 4 ou plus (contre 29% des hommes), et 22,3% un diplôme d'IEP (contre 18,5%). En amont de l'effet sur les vœux professionnels des apprentis journalistes étudié ici, le genre joue avant tout sur la vocation au journalisme et sa féminisation, non pas tant, pour reprendre les termes de l'analyse de Vincent Dubois sur les métiers de la culture (2013, p.69), « par effet direct de 'choix' », mais comme résultat « d'une succession d'orientations scolaires antérieures dont chaque étape est marquée par des logiques de genre et à l'issue de laquelle le volume et le type de capital scolaire accumulé » (ajoutons aussi social et économique) « dessinent les métiers culturels » (ici du journalisme) « comme aspiration possible ». Sans revenir sur la production sociale et sexuée des vocations au journalisme, notamment pour des étudiantes passées plus que les hommes par des cursus de lettres et de science politique, pour lesquelles quand les années d'études se prolongent et les anticipations professionnelles pèsent de plus en plus sur les orientations scolaires, le journalisme est un débouché envisageable. Il ne déroge pas aux ambitions des différentes fractions de classes dominantes.

La hiérarchie des rubriques que dessinent les vœux des étudiants est particulièrement éclairante. Quel que soit leur niveau de diplôme à l'exception des titulaires de bac et bac+1, les femmes se tournent vers la rubrique « Société » et se détournent de la rubrique « Sport ». Si les hommes fortement diplômés (bac+5 et IEP) sont attirés bien plus que les autres par la rubrique politique, ce n'est pas le cas pour les femmes. L'origine sociale ne modifie pas non plus ce caractère sexué des rubriques. Des constats similaires peuvent être établis sur les vœux d'orientation professionnelle. Ainsi, la PQN est moins mentionnée par les femmes (17%) que par les hommes (25%). Alors que les écarts de choix pour les autres supports sont minimes, la domination masculine continue à s'exercer ou à être intériorisée à travers les ambitions professionnelles. Même si les variations sont réduites, il n'est pas insignifiant que les étudiantes osent plus que les étudiants citer dans leurs souhaits professionnels la presse locale et les presses spécialisées grand public (titres sportifs hors football, jeunes, féminins, culturels ou traitant des questions de santé). Là encore, le capital scolaire accumulé par les étudiantes ne dément pas cette tendance. Aux niveaux de diplôme les plus élevés, les étudiants restent relativement plus nombreux que les étudiantes à se déclarer attirés par la PQN (43,3% contre 21,6% parmi les diplômés d'IEP, 33,3% contre 6,6% pour les bac+5, et 26,3% contre 16,6% pour les bac+4). C'est plutôt vers la télévision que, comparativement aux hommes, les femmes les plus diplômées se tournent (32,4% contre 16,6% pour les diplômés d'IEP, et 26,6% contre 11,1% pour les bac+5). Cependant tout se passe comme si cette affinité pour un média économiquement dominant mais à la légitimité interne moindre se trouvait compensé alors par un attrait quasi exclusif pour le pôle non commercial de ce secteur que constituent les chaînes de télévision publiques. En effet, 81% des femmes qui souhaitent exercer en télévision aspirent à intégrer une chaîne publique, proportion inférieure de moitié pour les hommes. Il n'est pas non plus anodin que dans leur pratique de lecture de la presse, les étudiantes, qui dans une logique clairement sexuée se détournent de la presse sportive - elles ne sont moins de 2% à déclarer lire *L'Équipe* contre 17% pour les étudiants -, soient plus

nombreuses que leurs homologues masculins à affirmer lire *Libération* (47,6% contre 33,3%). Elles marquent ainsi leur relative prise de distance au pôle le plus austère et traditionnel de l'excellence journalistique, révélant aussi bien les transformations à l'œuvre dans le champ journalistique à l'époque que dans les fractions dominantes de l'espace social et académique dont elles sont partiellement le produit.

Les modèles professionnels sont aussi fortement sexués. Les étudiants citent plus fortement leurs confrères comme modèles que leurs consœurs et inversement. Parmi les journalistes références des hommes (c'est à dire cités au moins quatre fois), on compte seulement deux femmes, des journalistes politiques, qui n'apparaissent de plus qu'en dixième position *ex-æquo*. Les modèles les plus cités par les femmes font apparaître les grands reporters femmes emblématiques (Anne Nivat de *Libération* et Maryse Burgot de France 2 et Florence Aubenas de *Libération*) et l'animatrice de France Inter Pascale Clark. Les modèles masculins cités par les femmes sont prioritairement des figures du service public (Stéphane Paoli, Daniel Schneidermann ou Jean-Marie Cavada), des grands reporters et documentaristes (Serge Moati, Christophe de Ponfilly et Georges Malbrunot). À l'inverse, les références les plus « clivantes » pour les hommes les plus cités sont les journalistes sportifs exclusivement mentionnés par les hommes et à des rangs élevés. Cette valorisation s'explique concurremment par les propriétés sociales des étudiants puisque les journalistes sportifs sont très majoritairement cités par des élèves des IUT. Les rares femmes plus souvent citées par des hommes, le sont en raison de la position prestigieuse qu'elles occupent, par exemple le statut de journaliste politique dans le cas de Raphaëlle Bacqué du *Monde* ou de Christine Ockrent, mais encore parfois en raison de critères d'apparence physique²⁰ (par exemple Daphné Roulier, présentatrice sur Canal Plus).

Les préférences journalistiques des étudiants sont, comme beaucoup d'autres jugements et classements, liés non seulement aux caractéristiques des étudiants, mais aussi à la position sociale qu'ils visent ou, dans une logique d'homologie, à celle des publics auxquels ils souhaitent s'adresser. L'ensemble des oppositions exposées jusqu'ici ne prend sens que s'il est mis en relation avec les publics auxquels les journalistes s'adressent. Les hiérarchies professionnelles retraduisent, comme le montrent Laurence Proteau et Geneviève Pruvost (2008) à propos des forces de police, celle des populations cibles ou des « clientèles ». Ainsi, le poids de la figure des « grands reporters » des quotidiens prestigieux (essentiellement *Le Monde* et *Libération*) ou des présentateurs-animateurs des radios de service public (notamment France Inter), renvoie à la légitimité sociale de s'adresser avant tout aux fractions dominantes de l'espace social, les plus dotées en capital culturel. Le primat de la presse nationale sur la presse locale, de l'information générale sur l'information spécialisée n'est que la forme prise dans cet univers d'un principe global de division sociale opposant les positions et les fonctions appelant « la largeur de vues », les aptitudes polyvalentes, la vision en survol, « la culture générale », les idées générales » à celles « sans plus-value symboliques auxquelles les assigne la nature étroitement spécialisée et strictement technique de leur compétence » (Bourdieu, 1989 : 210).

Cette étude permet par conséquent d'objectiver des éléments d'une orthodoxie professionnelle telle qu'elle est intériorisée par les futurs entrants dans le métier et donc de

²⁰ Les étudiants reprennent en cela des critères parfois à l'œuvre dans les médias télévisés, même s'ils ne sont presque jamais explicités du fait de leur caractère ouvertement sexiste. Ainsi, les étudiants qui souhaitent se spécialiser en télévision comptent majoritairement parmi ceux (n=15) qui reconnaissent l'importance de l'apparence physique et vestimentaire pour leur carrière. Comme le montre des entretiens avec certaines enquêtées quelques années après la passation du questionnaire, les étudiantes se rendent compte notamment pour l'obtention des piges ou de postes de présentation en télévision de la force de ces logiques.

contribuer à l'analyse du journalisme, au-delà de la connaissance indigène implicite des hiérarchies professionnelles. Cette orthodoxie professionnelle est une orthodoxie sociale en ce que les préférences journalistiques des étudiants sont socialement différenciées et structurées. De fait, c'est à une sociologie générale des fractions dominantes de l'espace social français contemporain que contribue cette analyse en illustrant des mécanismes de correspondance entre les propriétés et les jugements des coproducteurs de « l'actualité » ainsi qu'entre ces producteurs et leurs publics. Pour le dire autrement, l'état et les transformations des légitimités professionnelles enregistrées et exposées ici peuvent être rapportés aux mutations contemporaines de la morphologie sociale des étudiants en journalisme. Ceux-ci sont en effet recrutés pour la majorité parmi les classes supérieures et sont fortement dotés économiquement, culturellement et scolairement. Ces données viennent rappeler combien, dans des univers de production culturelle où les conditions d'entrée apparaissent plus floues et moins normées que d'autres espaces professionnels²¹, les mécanismes croissants de sélection ont des effets sur les catégories de perception des producteurs.

Une enquête statistique inédite

L'enquête par questionnaire a été menée au courant de l'hiver 2004-2005 auprès de tous les étudiants de seconde année des formations en journalisme « reconnues » par les instances professionnelles (de première année pour l'ICM de Grenoble et l'Institut français de presse qui venaient d'obtenir ce label). Cette reconnaissance professionnelle est délivrée par la Commission paritaire nationale pour l'emploi des journalistes, qui est composée des seuls représentants des éditeurs et des syndicats de journalistes. À la date de la recherche, 12 écoles privées ou publiques délivraient au moins une formation ayant obtenu cet agrément : Centre d'études littéraires et scientifiques appliquées (CELSA), Centre de formation des journalistes (CFJ), l'Institut français de presse (IFP) et l'Institut Pratique de Journalisme (IPJ) à Paris, Centre universitaire d'enseignement du journalisme (CUEJ) à Strasbourg, École de journalisme de Toulouse (EJT), École supérieure de journalisme à Lille (ESJ), École de journalisme et de communication de Marseille (EJCM), Institut de la communication et des médias (ICM) à Grenoble, les IUT de Bordeaux, Lannion et de Tours.

328 des 472 questionnaires distribués (les promotions vont d'une vingtaine à une cinquantaine d'étudiants) ont été exploités, soit un taux de réponse moyen de 70%. Sa variation selon les écoles constitue un premier biais, qui s'explique essentiellement par les différences de conditions de passation du questionnaire. Les meilleurs taux correspondent aux établissements où il a été possible de mobiliser sur une plage horaire tous les étudiants pour qu'ils y répondent, ou de faire en sorte qu'un enseignant de l'école opère une distribution et une récupération systématiques et rigoureuses du questionnaire. Les taux les plus faibles renvoient très souvent à une distribution aléatoire et une attention moins soutenue à cette enquête dans les établissements. On peut aussi estimer que ce biais est probablement limité si l'on observe les données récentes sur les propriétés sociales des étudiants de certaines écoles, comme celles récupérées par une enquête menée par des étudiants de l'ESJ Lille en 2012, et dans le cadre d'un rapport sur la diversité commandité par le CNMJ qui retrouvent des ratios selon l'origine sociale, le sexe, le niveau de diplôme quasi identiques à ceux enregistrés dans ces

²¹ Les métiers de l'administration de la culture qu'a étudié Vincent Dubois, illustre un phénomène identique. Cette « nébuleuse professionnelle » à la standardisation des emplois et des modes d'accès aux postes limitées en dépit du développement du secteur et de la multiplication des formations a vu tout de même la certification scolaire jouer un rôle croissant et le recrutement de candidats « fortement dotés en capital scolaire mais aussi très majoritairement issus des classes supérieures et des fractions supérieures des classes moyennes » (2013, p.21, 42-44, 73-82).

mêmes écoles dans notre échantillon (Chareton et Roxo, 2012 ; Chupin, Soubiron et Tasset, 2012).

Plus globalement, il est possible d'objecter que ces étudiants journalistes ne sont pas, même après une année et demi d'étude et des expériences professionnelles en stage ou CDD limitées, les plus au fait de l'état du milieu journalistique, et donc imperméables à un effet d'imposition qu'introduit la relation d'enquête. Mais en fait, ces effets ne sont pas tant à considérer comme des limites que comme des caractéristiques qui contribuent à définir ce que nous voulons saisir et étudier ici : les légitimités et, par conséquent en creux, les illégitimités propres à cette fraction du milieu journalistique. Les étudiants sont d'ailleurs les premiers à reconnaître l'écart qui peut exister entre leurs visions du métier, leurs souhaits professionnels et la réalité de leur insertion sur le marché du travail. Les réponses aux questions ouvertes sur l'idée qu'ils se font de leurs premières années après la sortie de l'école sont claires à ce sujet. Pour la plupart d'entre eux, elles seront faites de « précarité » et de « galère », dans des médias régionaux ou locaux (sur ce sujet, *cf.* Okas, 2007). Il n'y a en cela aucune contradiction avec le fait que moins de 5% d'entre eux souhaitent travailler dans des rédactions de presse locale.

Le questionnaire comprenait plus d'une centaine de questions abordant trois grands thèmes : les trajectoires sociales et scolaires des étudiants (professions et niveaux d'étude des deux parents, cursus scolaire suivi, etc.), leur univers professionnel (conception du métier, souhaits d'orientation et modèles professionnels, consommation médiatique, etc.) et social (pratiques culturelles, positionnement politique et religieux, etc.). Pour limiter les effets d'imposition et de légitimité des questions d'opinion et de jugement, une question filtre préalable offrant la possibilité de n'avoir ni avis ou ni opinion sur le sujet était proposée systématiquement. Pour laisser le plus de liberté possible aux enquêtés, de nombreuses questions (sur les vœux d'orientation, les consommations médiatiques, les lectures notamment) prenaient la forme d'une liste ouverte à réponses multiples. Dans le cas de questions fermées (comme celles sur les qualités journalistiques ou les genres journalistiques préférés), les réponses données pouvaient le plus souvent être multiples. La part importante réservée à des questions relatives à des pratiques effectives (sur les consommations médiatiques en particulier) offrait des données complémentaires. La règle de multiplication des indicateurs permettait aussi de limiter les formes d'autocensure. Ainsi, par exemple, si elles poussaient les étudiants peut-être à évoquer le moins possibles, dans leurs réponses aux questions sur les fonctions d'un journaliste, les aspects les plus commerciaux du journalisme, ces derniers ressurgissaient plus librement quand il s'agissait de citer leurs cinq modèles professionnels. En dépit de ces précautions, des biais demeurent comme dans toute enquête par questionnaire. Certains, minimes, sont visibles comme la citation dans les conférenciers souhaités de personnalité comme Pierre Bourdieu et des sociologues « critique des médias » auxquels nous avait identifié certains enquêtés. D'autres moins visibles, comme dans les questions sur les auteurs ou acteurs préférés, les derniers ouvrages lus où les effets de la bonne volonté culturelle et de la conjoncture notamment, sont inévitables. L'exploitation détaillée des réponses permet cependant souvent non seulement de les déceler mais surtout de les intégrer à l'analyse. Par exemple, le croisement des supports médiatiques préférés ou des formations jugées les meilleures avec l'école d'appartenance ou l'origine sociale fait apparaître combien les étudiants d'origine populaire ou membres des écoles moins réputées sont moins pris dans les enjeux de lutte de classement de prestige des médias ou des écoles que le sous-entendent ces questions. De plus, le croisement entre des réponses à plusieurs questions (sur les types de médias et d'entreprises espérés) permettait d'affiner l'analyse.

Géraud Lafarge
CRAPE, Université Rennes 1
geraud.lafarge@univ-rennes1.fr

Dominique Marchetti
CJB, CNRS
dominique.marchetti@cnrs.fr

Tableau 1. Répartition de la lecture des quotidiens français cités en premier choix selon l'origine sociale (PCS du père)

PCS du père	Quotidien lu							
	NR	Libération	Le Monde	Autre PQN	PQR	L'Équipe	Parisien	Total
NR	6%	44%	25%	6%	6%	13%	0%	100%
Agriculteurs, artisans, commerçants, chefs d'entreprise	0%	39%	24%	5%	13%	8%	11%	100%
Professions libérales	0%	60%	27%	0%	3%	3%	7%	100%
Cadres de la fonction publique, professions intellectuelles supérieures	0%	45%	31%	4%	6%	10%	3%	100%
Cadres d'entreprise	0%	39%	32%	9%	8%	3%	9%	100%
Professions intermédiaires de la fonction publique, de l'enseignement, de la santé	0%	26%	39%	13%	9%	9%	4%	100%
Professions intermédiaires d'entreprise	0%	28%	24%	8%	28%	12%	0%	100%
Employés, ouvriers	2%	36%	17%	2%	23%	17%	4%	100%
Total	1%	41%	27%	5%	12%	9%	5%	100%

Tableau 2. Répartition de la lecture des quotidiens français cités en premier choix selon le diplôme de plus élevé

Diplôme le plus élevé	Quotidien lu							
	NR	Libération	Le Monde	Autre PQN	PQR	L'équipe	Parisien	Total
Bac, Bac +1	0%	32%	10%	2%	40%	14%	2%	100%
Bac +2	0%	42%	8%	4%	23%	19%	4%	100%
Bac +3	1%	39%	32%	6%	7%	14%	0%	100%
Bac +4	1%	46%	30%	7%	4%	3%	9%	100%
Bac +5	0%	21%	50%	17%	4%	4%	4%	100%
IEP	0%	48%	31%	3%	3%	6%	9%	100%
Total	1%	41%	27%	5%	12%	9%	5%	100%

Tableau 3. Rubriques souhaitées en premier vœux selon le diplôme et le sexe

Diplôme	Sexe	Rubrique						
		NR	Société	Culture	Politique	International	Sport	Total

Bac, Bac +1	<i>Homme</i>	6,1%	27,3%	3,0%	3,0%	24,2%	36,4%	100,0%	
	<i>Femme</i>	23,5%	23,5%	11,8%	5,9%	17,6%	17,6%	100,0%	
Ensemble		12,0%	26,0%	6,0%	4,0%	22,0%	30,0%	100,0%	
Bac +2	<i>Homme</i>	6,3%	31,3%	12,5%	18,8%	0,0%	31,3%	100,0%	
	<i>Femme</i>	10,0%	60,0%	10,0%	0,0%	20,0%	0,0%	100,0%	
Ensemble		7,7%	42,3%	11,5%	11,5%	7,7%	19,2%	100,0%	
Bac +3	<i>Homme</i>	11,1%	19,4%	8,3%	5,6%	27,8%	27,8%	100,0%	
	<i>Femme</i>	6,1%	45,5%	15,2%	6,1%	24,2%	3,0%	100,0%	
Ensemble		8,7%	31,9%	11,6%	5,8%	26,1%	15,9%	100,0%	
Bac +4	<i>Homme</i>	2,6%	42,1%	10,5%	13,2%	21,1%	10,5%	100,0%	
	<i>Femme</i>	5,6%	50,0%	20,4%	1,9%	22,2%	0,0%	100,0%	
Ensemble		4,3%	46,7%	16,3%	6,5%	21,7%	4,3%	100,0%	
Bac +5	<i>Homme</i>	0,0%	0,0%	0,0%	55,6%	22,2%	22,2%	100,0%	
	<i>Femme</i>	13,3%	40,0%	0,0%	13,3%	33,3%	0,0%	100,0%	
Ensemble		8,3%	25,0%	0,0%	29,2%	29,2%	8,3%	100,0%	
IEP	<i>Homme</i>	3,3%	13,3%	16,7%	33,3%	26,7%	6,7%	100,0%	
	<i>Femme</i>	0,0%	62,2%	8,1%	5,4%	21,6%	2,7%	100,0%	
Ensemble		1,5%	40,3%	11,9%	17,9%	23,9%	4,5%	100,0%	
		<i>Homme</i>	5,6%	25,3%	9,3%	16,0%	22,2%	21,6%	100,0%
		<i>Femme</i>	7,2%	48,8%	13,3%	4,8%	22,9%	3,0%	100,0%
Total		6,4%	37,2%	11,3%	10,4%	22,6%	12,2%	100,0%	

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES :

ABRAHAM Y.-M. 2007, « Du souci scolaire au sérieux managérial, ou comment devenir un « HEC », *Revue française de sociologie*, n°1, vol. 48, p. 37-66.

BOIGEOL A. 1993, « La magistrature française au féminin : entre spécificité et banalisation », *Droit et société*, vol. 25, p. 489-523.

BOURDIEU P. 1979, *La Distinction. Critique sociale du jugement*, Paris : Minuit.

BOURDIEU P. 1989, *La noblesse d'Etat. Grandes écoles et esprit de corps*, Paris : Minuit.

BOURDIEU P. 1992, *Les règles de l'art : genèse et structure du champ littéraire*, Paris : Seuil.

BJØRNSSEN G., HOVDEN J.-F., OTTOSEN R. 2007, « Journalist in the making. Findings from a longitudinal study of Norwegian journalism students », *Journalism Practice*, n°3, p. 383-403

BOURON, S. 2014, *Apprendre à penser comme un journaliste. Construction sociale des catégories de connaissances professionnelles et division du travail journalistique*, Amiens, doctorat de sociologie, Université de Picardie Jules Verne.

CHAMPAGNE P. 1995, « La double dépendance. Quelques remarques sur les rapports entre les champs politique, économique et journalistique », *Hermès*, n°17-18, p. 215-229.

CHANEL A. 2000, *Composition et devenir de dix promotions de diplômés (1990-1999) de cinq formations universitaires reconnues par la convention collective des journalistes*, Strasbourg : Rapport à Mme Francine Demichel, directrice de l'enseignement supérieur.

CHARETON A. et ROXO L., « Enquête : 377 journalistes passés au crible » [en ligne], disponible sur <http://www.erwanngaucher.com/article/25/03/2013/enquete--377-journalistes-passes-au-crible/1084> (consulté le 18/ 11/2013).

CHUPIN I. 2008, *Les écoles du journalisme. Les enjeux de la scolarisation d'une profession (1899-2008)*, Thèse de science politique, Université Paris Dauphine.

CHUPIN I., SOUBIRON A. et TASSET C. 2012, « La diversité dans les écoles de journalisme : dispositifs, pratiques et résultats en terme d'insertion professionnelle », Paris, *Rapport à la CNMJ*.

DAMIAN-GAILLARD B., FRISQUE C. et SAÏTTA E., 2010, *Le journalisme au féminin. Assignations, inventions, stratégies*, Rennes : PUR.

DARMON M. 2013, *Classes préparatoires. La fabrique d'une jeunesse dominante*, Paris, La Découverte, coll. « Laboratoire sciences sociales ».

DARRAS E. 2006, « La force supposée des hard news », *Les Nouveaux dossiers de l'audiovisuel*, n°10.

DARRAS E. et al. 2009, « Pratiques journalistiques », *Réseaux*, n°157-158.

DELIGNY H. 1986, *Le discours des journalistes sur leur formation professionnelle. L'idéologie du métier démasquée*, Thèse d'Information-communication, Université de Paris IV– Sorbonne (CELSA).

DELPORTE C. 1999, *Les journalistes en France (1880-1950). Naissance et construction d'une profession*, Paris : Seuil.

DEVILLARD V., LAFOSSE M.-F., LETEINTURIER C. et RIEFFEL R. 2001, *Les journalistes français à l'aube de l'an 2000. Profils et parcours*, Paris, Panthéon-Assas.

DUBOIS V. 2013, *La Culture comme vocation*, Paris, Raisons d'agir éditions.

DUBOIS V. 2014, "La culture des intermédiaires. Les relations entre goûts et anticipations professionnelles des futurs administrateurs culturels", à paraître dans LIZE W., NAUDIER D. et SOFIO S., dir., *Les stratèges de la célébrité. Intermédiaires et consécration dans les univers artistiques*, La Dispute.

DUVAL J. 2004, *Critique de la raison journalistique. Les transformations de la presse économique en France*, Paris : Le Seuil, p. 229-234.

DUVAL J. 2006, « L'art du réalisme. Le champ du cinéma français au début des années 2000 », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°161-162, p. 96-115.

GATIEN E. 2013, *Prétendre à l'excellence. Prix Albert Londres, prix journalistiques et transformations du journalisme*, Paris : LGDJ-Fondation Varenne.

HANNA M. and SANDERS K. 2007, « Journalism education in Britain . Who are students and what do they want ? », *Journalism Practice*, Vol. 1, n°3, p. 404-420.

HOVDEN J.-F. 2008, *Profane and Sacred. A Study of the Norwegian Journalistic Field*, Dissertation for the degree doctor rerum politicarum (droit politique), Bergen, University of Bergen.

HUGHES E. 1996, *Le Regard sociologique*, Paris, Éditions de l'EHESS.

LAFARGE G., MARCHETTI D. 2011, « Les portes fermées du journalismes. L'espace social des étudiants des formations 'reconnues' », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°189, p. 72- 99.

LETEINTURIER C. 2003, « L'hétérogénéité des journalistes », *Hermès*, n°35, p. 35-48.

LETEINTURIER C. 2010, « La formation des journalistes français : quelles évolutions ? Quels atouts à l'embauche ? Le cas des nouveaux titulaires de la carte de presse 2008 », *Les Cahiers du Journalism*, n°21, p. 110-133.

LETEINTURIER C. et MATHIEN M. 2010, « Une profession fragilisée : les journalistes français face au marché de l'emploi », *Quaderni*, n° 73, p. 94-117.

LEVEQUE S. 2000, *Les journalistes sociaux. Histoire et sociologie d'une spécialité journalistique*, Rennes : PUR.

MARCHETTI D. 2002, « Les sous-champs spécialisés du journalisme », *Réseaux*, n°20, 21-55.

MARCHETTI D. et RUELLAN D. 2001, *Devenir journalistes. Sociologie de l'entrée dans le marché du travail*, Paris, Documentation française.

MARRY C., 2004, *Les femmes ingénieurs, une révolution respectueuse*, Paris : Belin.

MILLET C., MOREAU G. (dir.) 2011, *La société des diplômés*, Paris, La Dispute.

NEVEU E. 2000, « Le genre du journalisme. Des ambivalences de la féminisation d'une profession », *Politix*, vol. 13, n° 51, p. 179-212.

NEVEU E. 2013 [2001], *Sociologie du journalisme*, Paris, La Découverte, coll. « Repères » (4^e édition).

OKAS L. 2007, « Faire de nécessité vertu », *Sociétés contemporaines*, n°65, p. 83-111 1/2007 (n° 65), p. 83-111.

PADIOLEAU J.-G. 1976, « Systèmes d'interaction et rhétoriques journalistiques », *Sociologie du travail*, vol. 18, n° 3, p. 256-282.

PONS X., « Les journaliste en éducation français : une exploration typologique », *Éducation et sociétés*, n°33, 2014, p. 153-168.

PROTEAU L., PRUVOST G. (dir.) 2008, « Se distinguer dans les métiers d'ordre (armée, police, prison, sécurité privée) », *Sociétés contemporaines*, n°72, p. 7-13.

REMOND E. 1999, « Pourquoi veulent-ils devenir journalistes ? », *Communications & Langages*, 119, 4-23.

ROSSI A. 1999, *La professionnalisation des journalistes*, Marseille, Thèse de sociologie, EHESS.

SAÏTTA E., *Les transformations du journalisme politique depuis les années 1980. Une comparaison France / Italie*, Rennes : thèse de science politique, Université Rennes 1, 2006.

SCHULTZ T. 2003, « Does education matter ? », *Journalism*, vol. 3, n°2, p. 223-238.

SIMEANT J. 1991, *L'élaboration de normes professionnelles : le cas d'une école de journalisme, le CFJ*, Mémoire de DEA de sciences politiques, IEP Paris.

SOULIE C. 1995, « L'anatomie du goût philosophique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°109, p. 3-28.